



BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

EUROSYSTÈME

Présentation du Bulletin 2011/1 21 mars 2011

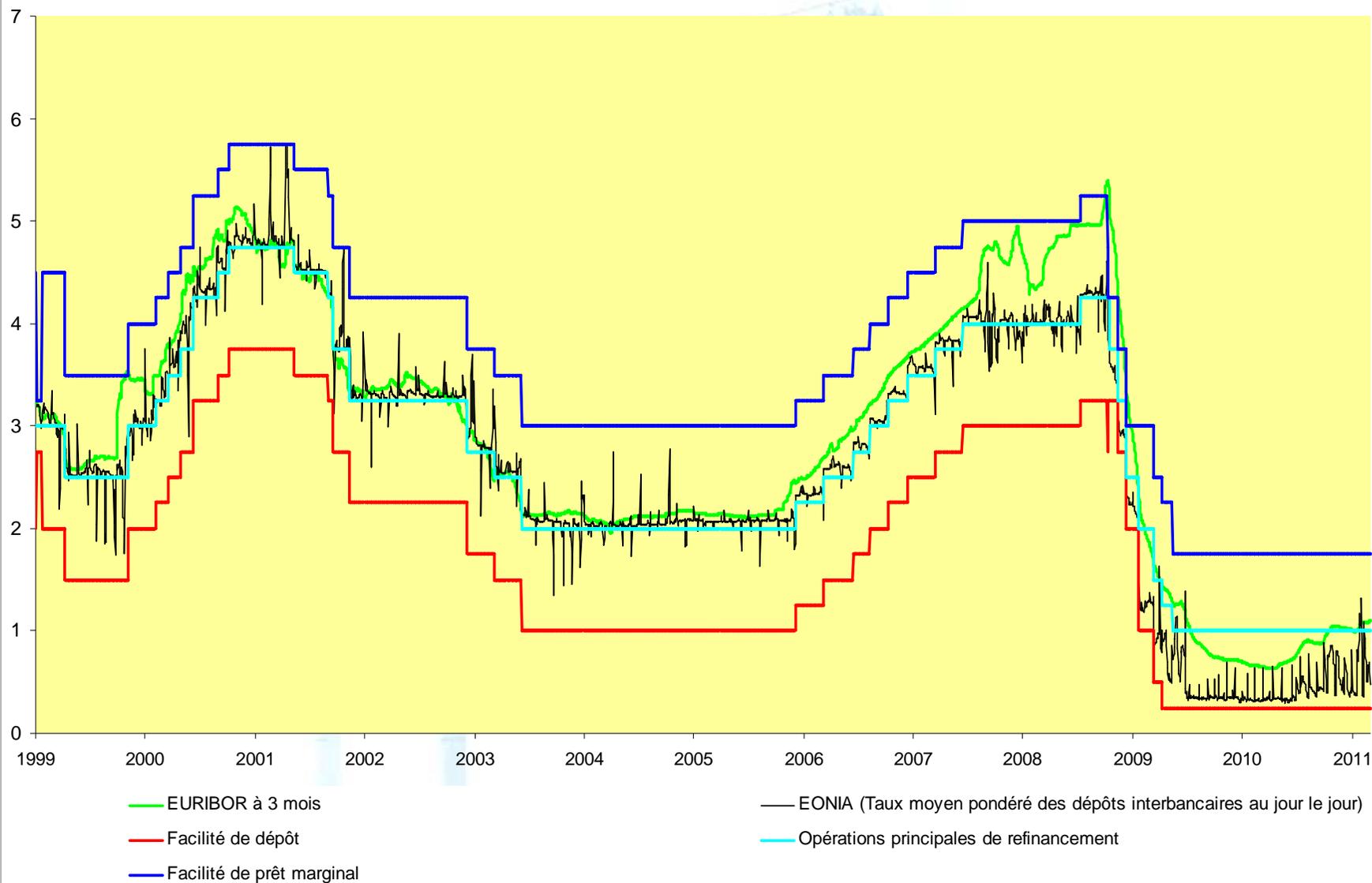


Vue d'ensemble

1. Décisions de politique monétaire
2. Inflation, compétitivité et activité
3. Programme national de réforme
4. Réforme de la gouvernance économique européenne

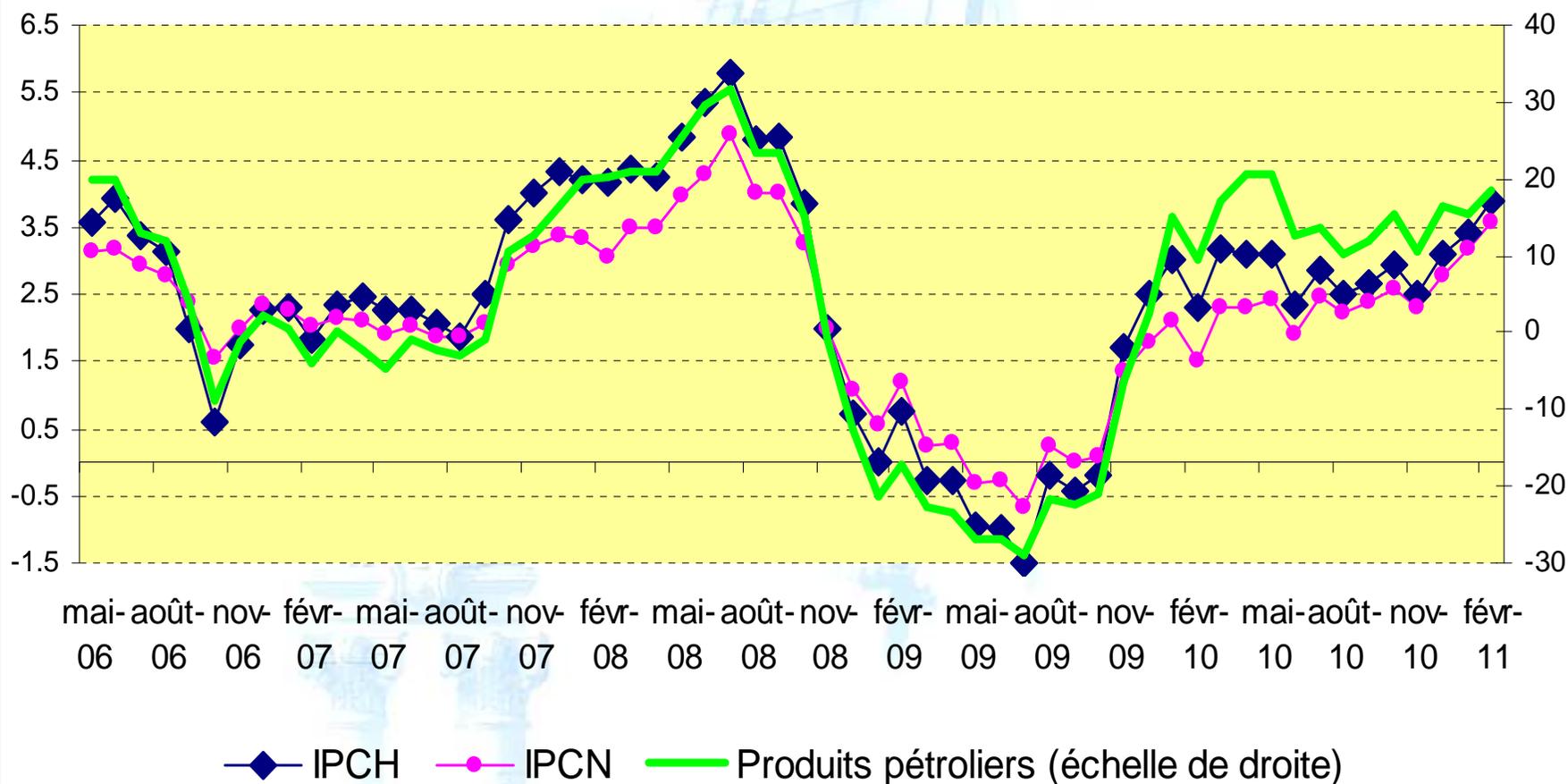
Décisions de politique monétaire

Une grande vigilance s'impose (en %)



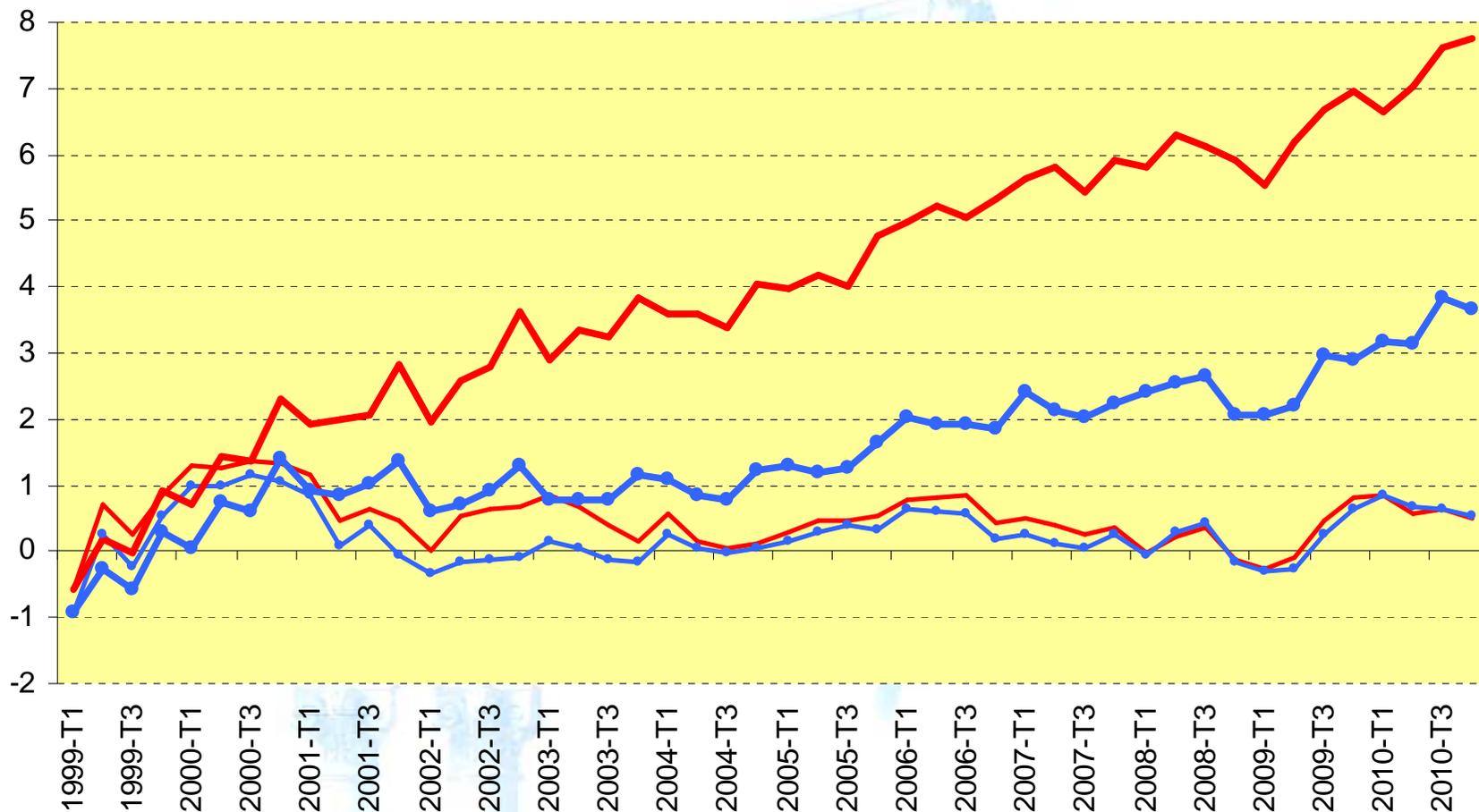
Inflation, compétitivité et activité

Une inflation élevée (en %)



Inflation, compétitivité et activité

Des écarts d'inflation importants (en %)



— Pays limitrophes - écart non-cumulé

— Zone euro - écart non-cumulé

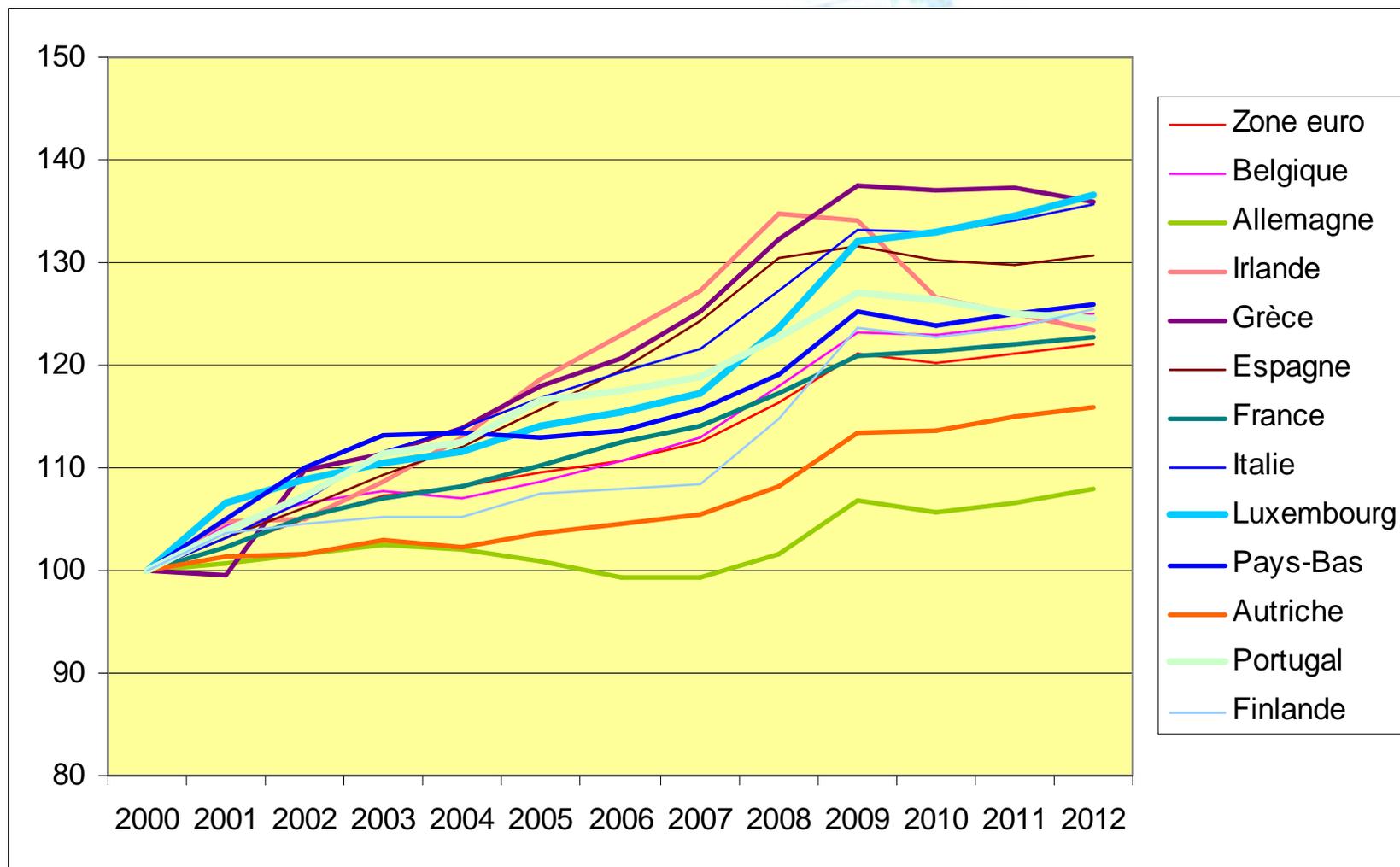
— Pays limitrophes - écart cumulé

— Zone euro - écart cumulé

Inflation, compétitivité et activité

Evolution des CSU nominaux, indices 2000=100

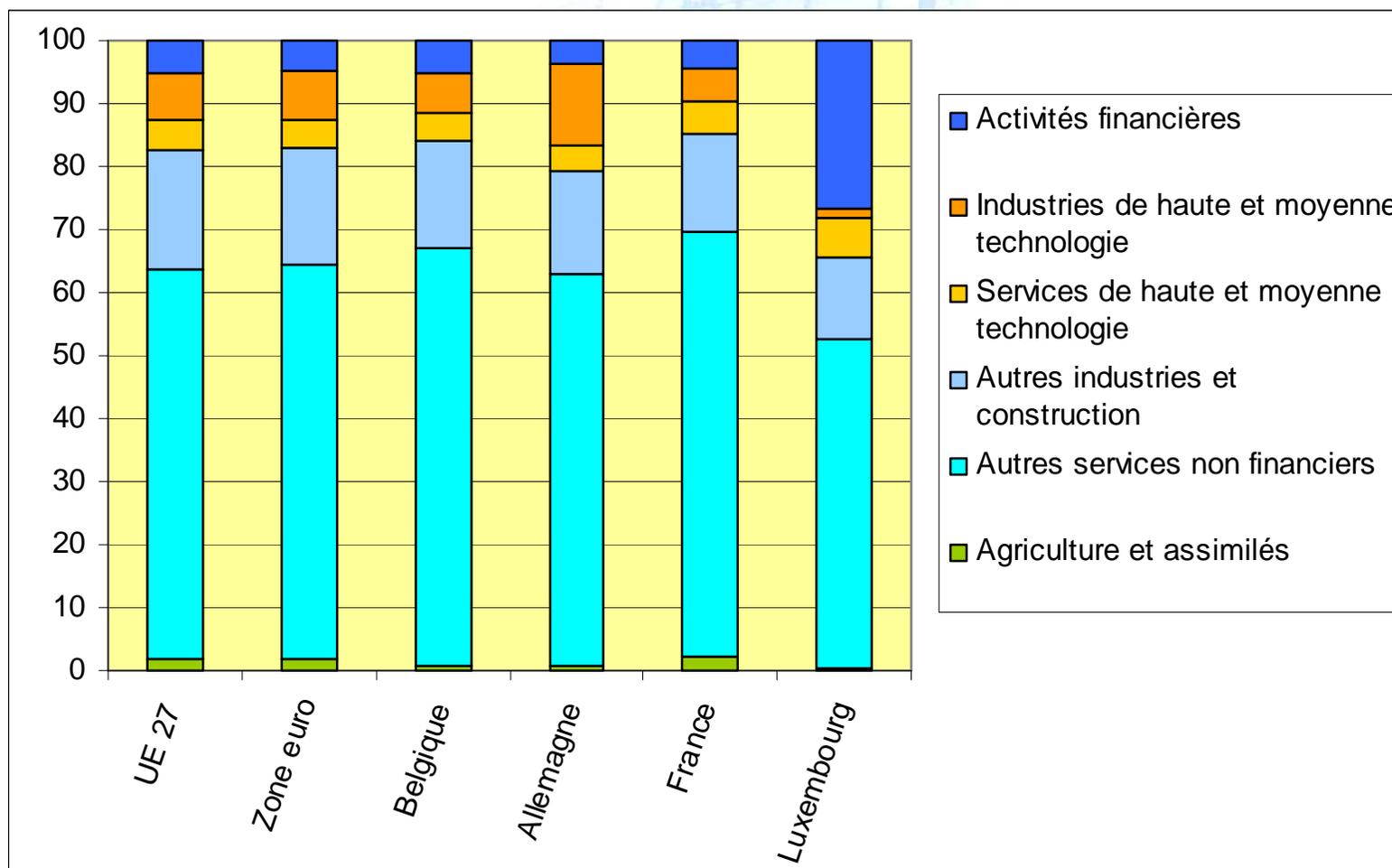
Dérapiage des CSU luxembourgeois



Inflation, compétitivité et activité

Composition par branches de la valeur ajoutée (en %, 2008)

Luxembourg: fort secteur financier, faibles industries à haute/moyenne technologie



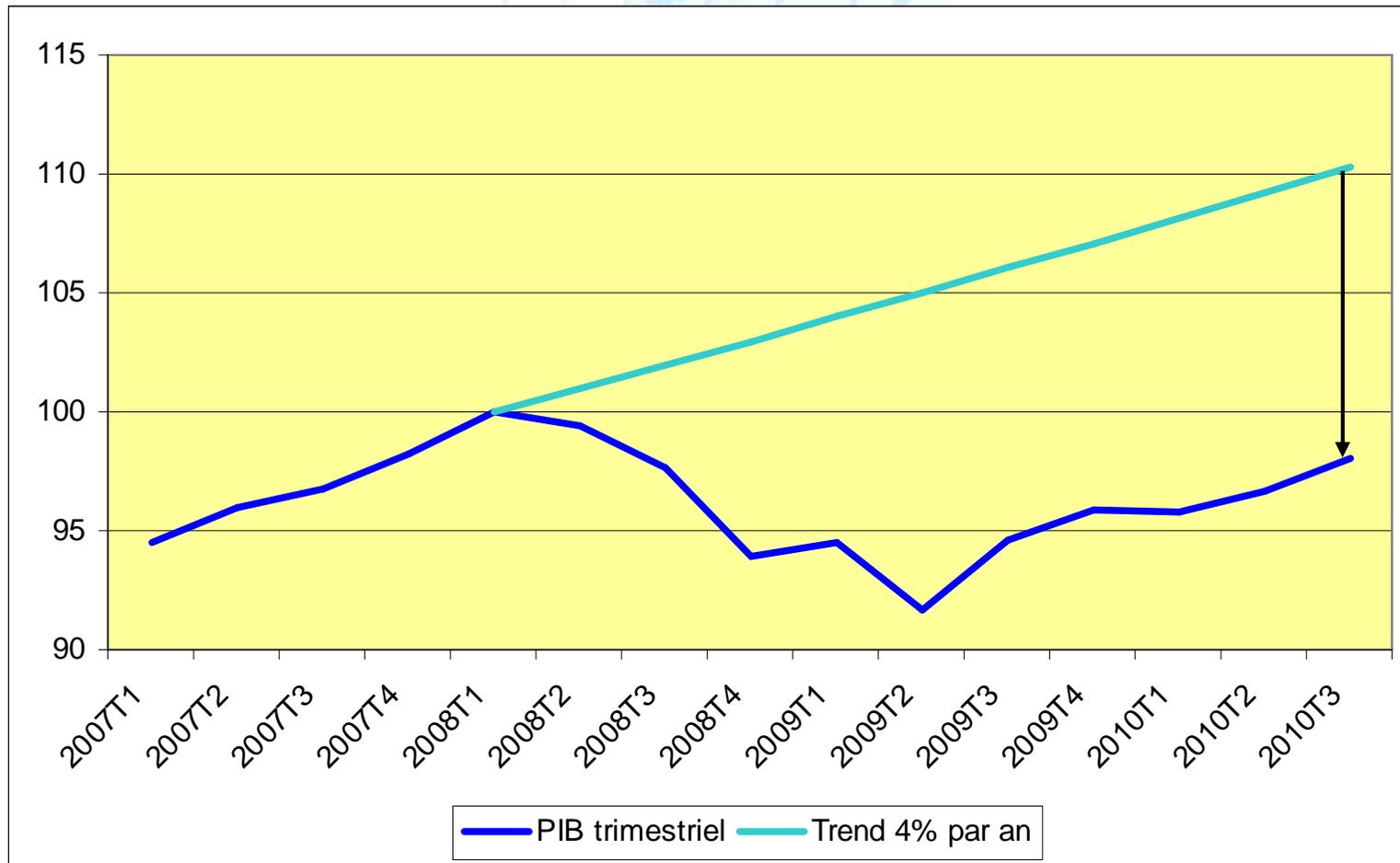
Source: Eurostat.

Inflation, compétitivité et activité

Niveau du PIB luxembourgeois

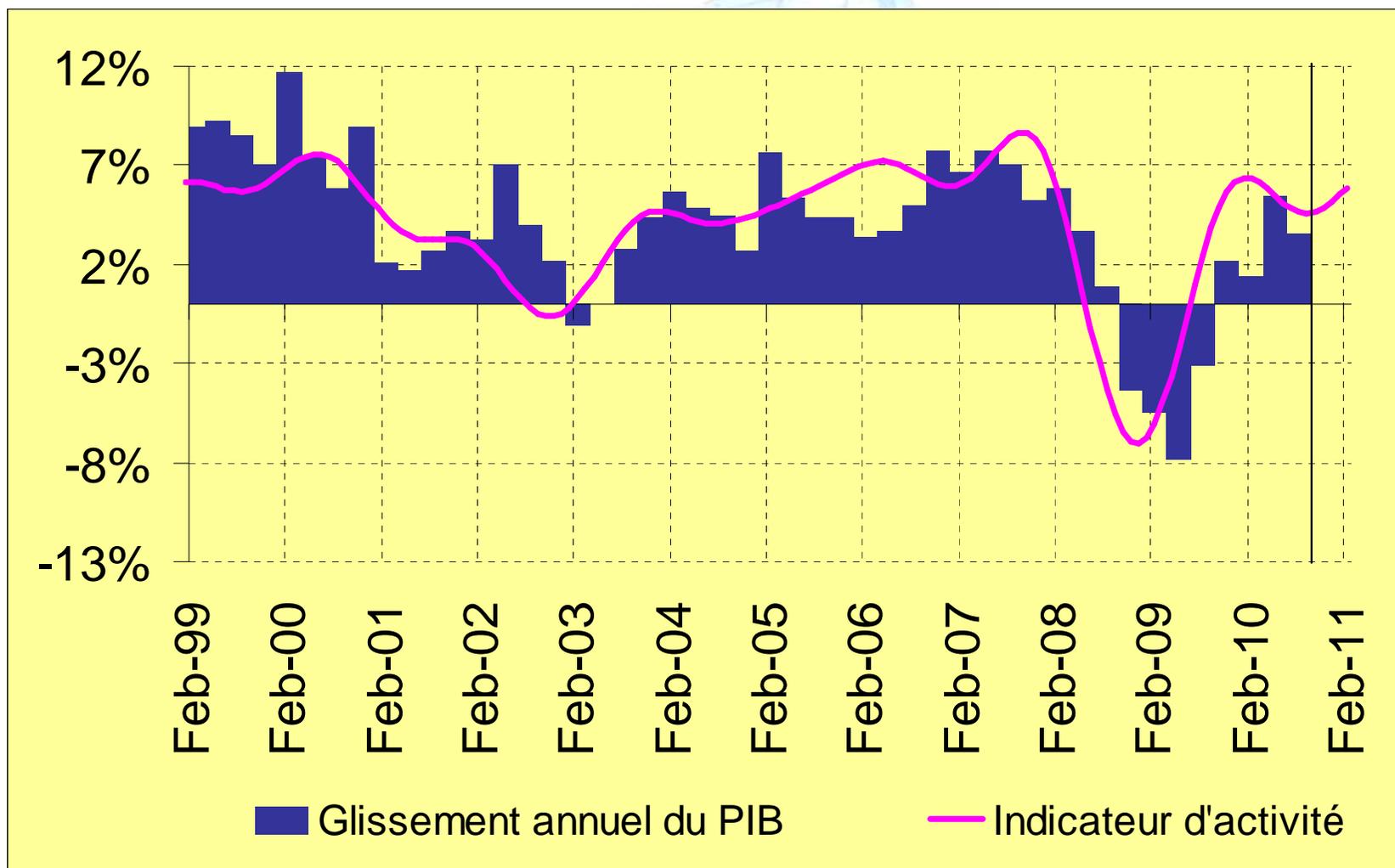
Décrochage de 11% par rapport à la « trajectoire 4% »

PIB trimestriel désaisonnalisé (base 2008T1=100)



Inflation, compétitivité et activité

Une croissance vraisemblablement inférieure à 4% l'an en 2010 et dans un futur prévisible



Inflation, compétitivité et activité

Compte de profits et pertes des établissements de crédit

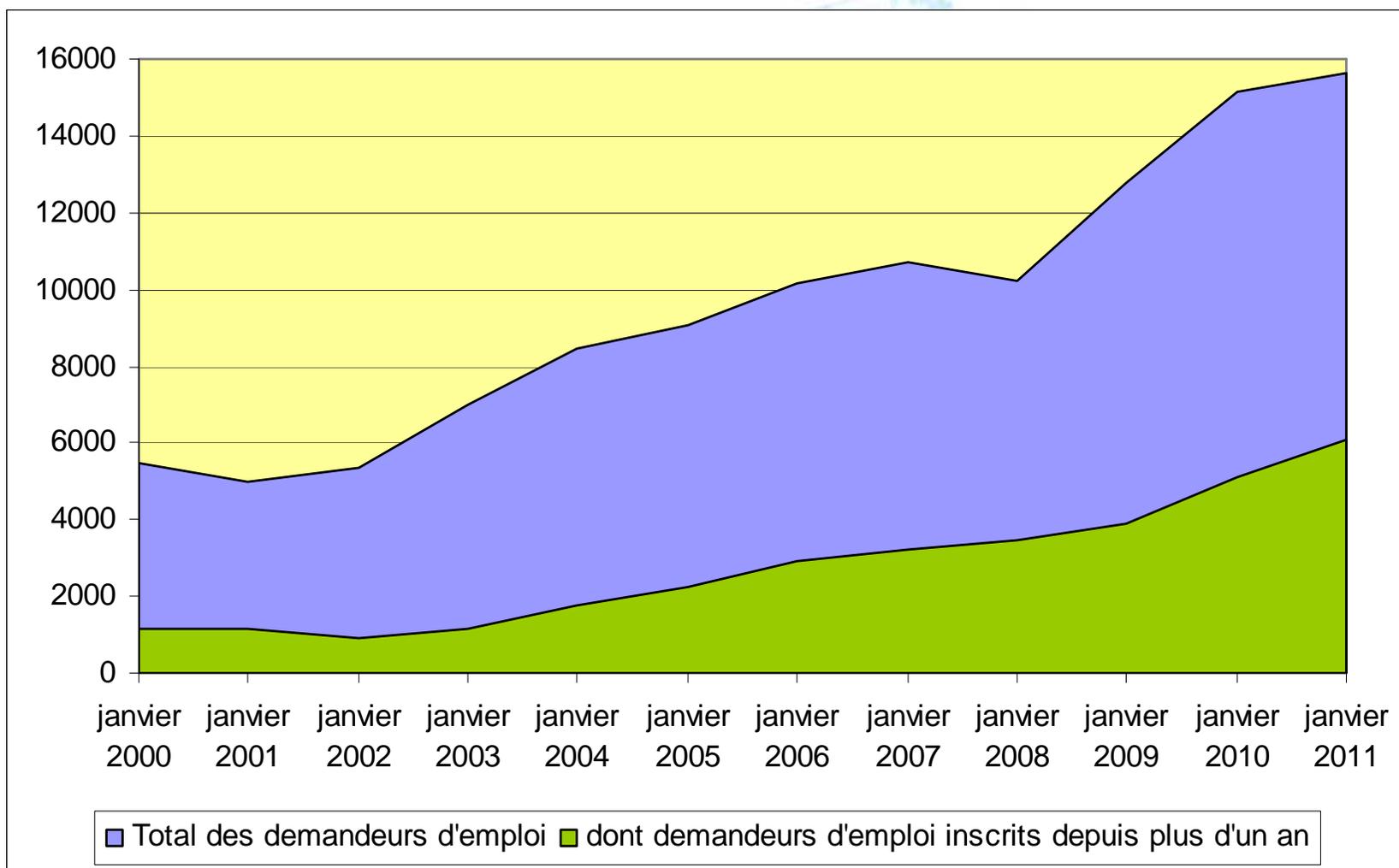
Secteur financier: année 2010 en demi-teinte

Rubriques (millions d'euros)	2009	2010	Variation en %
Intérêts perçus	27 296	17 898	-34.4
Dividendes perçus	765	745	-2.6
Intérêts bonifiés	21 516	13 132	-39.0
Marge sur intérêts	6 545	5 511	-15.8
Revenus nets sur commissions	3 137	3 611	15.1
Revenus nets sur opérations de change	160	271	69.4
Autres revenus nets	706	167	-76.3
Revenus hors intérêts	4 003	4 049	1.1
Produit bancaire	10 548	9 560	-9.4
Frais de personnel	2 457	2 499	1.7
Frais d'exploitation	1 723	1 851	7.4
Frais de personnel et d'exploitation	4 180	4 350	4.1
Amortissements sur immobilisé non financier	263	263	0.0
Résultats avant dépréciations, provisions et impôts	6 105	4 947	-19.0

Programme national de réforme

Nombre de demandeurs d'emploi résidents (Statec)

Un chômage structurel croissant



Programme national de réforme

Dépenses d'éducation en PPA et PISA

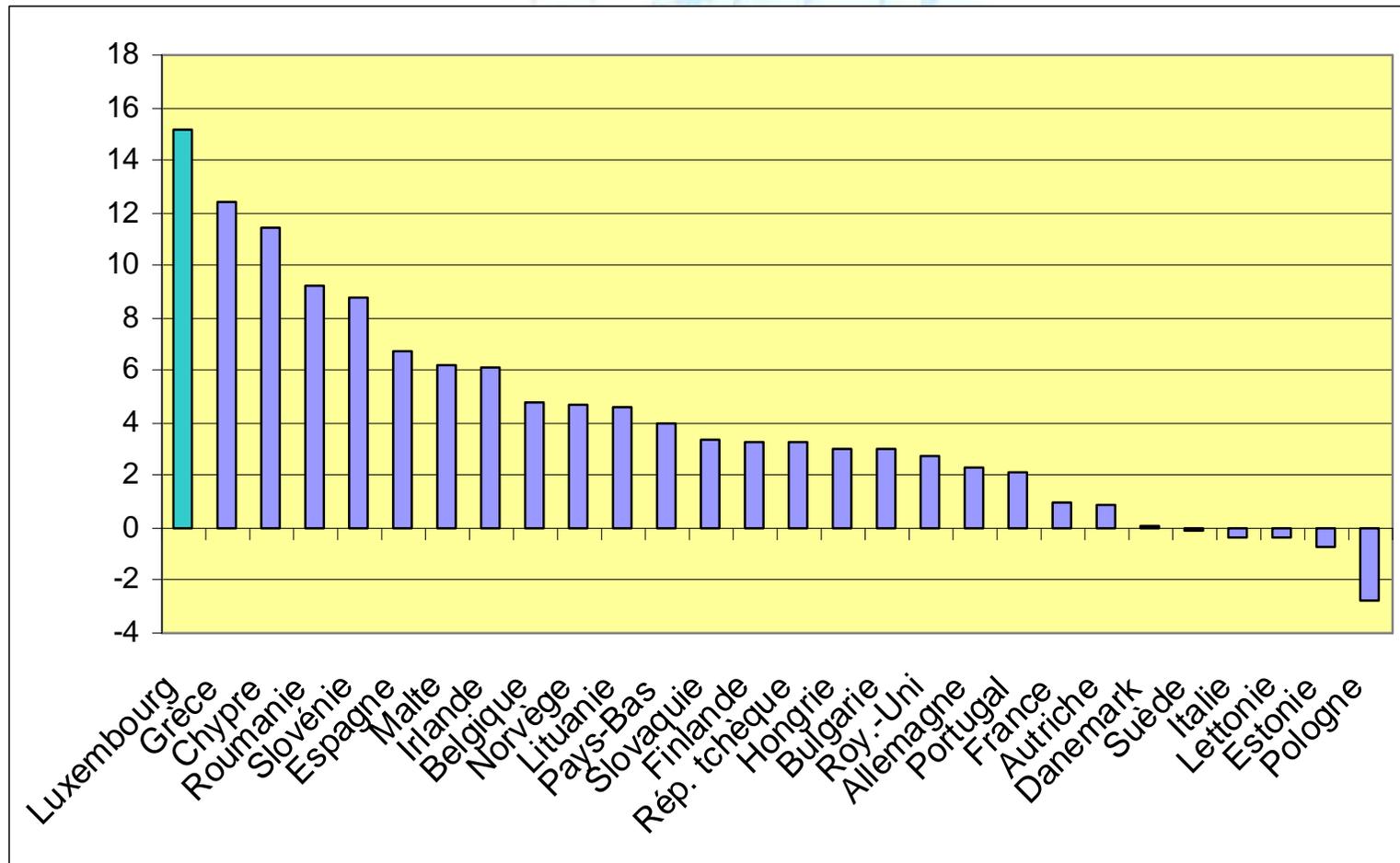
Luxembourg: une marge d'amélioration

Dépenses PPA/hab.		PISA 2009	
Luxembourg	3057	Finlande	544
Danemark	2113	Pays-Bas	519
Suède	2106	Estonie	514
Royaume-Uni	1847	Allemagne	510
Irlande	1831	Belgique	509
Pays-Bas	1765	Pologne	501
Finlande	1743	Royaume-Uni	500
Belgique	1718	Danemark	499
Autriche	1656	Slovénie	499
France	1585	France	497
Slovénie	1413	Irlande	497
Espagne	1204	Hongrie	496
Portugal	1147	Suède	495
Italie	1137	Rép. tchèque	490
Estonie	1128	Portugal	490
Allemagne	1117	Slovaquie	488
Rép. tchèque	944	Lettonie	487
Lettonie	925	Autriche	487
Lituanie	899	Italie	486
Hongrie	838	Espagne	484
Pologne	814	Luxembourg	482
Grèce	740	Lituanie	479
Slovaquie	599	Grèce	473
Roumanie	573	Bulgarie	432
Bulgarie	433	Roumanie	426

Programme national de réforme

Augmentation des dépenses de pension prévue d'ici 2060
(Ageing Working Group, en % du PIB)

Une « facture » de 15% du PIB en l'absence de réformes



Gouvernance européenne: Pacte pour l'euro

Seront suivis de manière particulièrement étroite:

- Les coûts salariaux unitaires par Etat membre, pour l'ensemble de l'économie et pour les principales branches d'activité.
- Le mode de formation des salaires (y compris les mécanismes d'indexation) et la productivité.
- Le marché du travail, y compris le chômage de long terme et les taux de participation au marché du travail.
- La soutenabilité des finances publiques, notamment les pensions.
- La stabilité financière, notamment l'endettement des banques, des ménages et des sociétés non financières.

Gouvernance européenne: comptes financiers

Des comptes financiers de qualité sont indispensables

- Seuls des comptes financiers de qualité permettent de répondre aux nouveaux impératifs de la gouvernance européenne.
- Ils visent à apprécier de façon intégrée les avoirs et les endettements des différents secteurs d'une économie (Administrations publiques, sociétés financières, sociétés non-financières et ménages).
- Cette vue exhaustive est une nécessité absolue, car la vulnérabilité d'un seul secteur peut affecter l'ensemble de l'économie (« imbalances »). Les risques inhérents à une vue partielle ont été illustrés par divers pays européens.
- Ces éléments méthodologiques et statistiques seront précisés lors de la présentation du 18 avril.